



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau

Préservation des Ressources

Cellule Procédures Environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL d'AUTORISATION
de modifier les conditions d'exploiter le centre de regroupement
de déchets métalliques, papier/cartons et plastiques

Société GIRON PERE ET FILS
8, rue du Commandant Barbier – 51 100 REIMS

le préfet de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne

INSTALLATIONS CLASSEES

AP n°2013-A-120-IC

JM

Liste des articles

VUS ET CONSIDÉRANTS.....	6
TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	8
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	8
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	8
Article 1.1.2. Abrogation d'actes antérieurs.....	8
Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	8
Article 1.1.4. Agrément des installations.....	8
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	8
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	8
Article 1.2.2. Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP).....	9
Article 1.2.3. Situation de l'établissement.....	10
Article 1.2.4. Autres limites de l'autorisation.....	10
Article 1.2.5. Consistance des installations autorisées.....	10
Article 1.2.6. Niveaux de production autorisés.....	11
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	11
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	11
CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....	11
Article 1.5.1. Principe des garanties financières.....	12
Article 1.5.2. Montant des garanties financières.....	12
Article 1.5.3. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.....	12
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	12
Article 1.6.1. Porter à connaissance.....	12
Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	12
Article 1.6.3. Équipements abandonnés.....	12
Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement.....	12
Article 1.6.5. Changement d'exploitant.....	13
Article 1.6.6. Cessation d'activité.....	13
CHAPITRE 1.7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	13
CHAPITRE 1.8 TEXTES RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES.....	14
CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LOISILATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	15
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	15
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	15
Article 2.1.1. Objectifs généraux.....	15
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation.....	15
Article 2.1.3. Risques naturels.....	16
Article 2.1.4. Formations.....	16
Article 2.1.5. Clôture, accès et surveillance.....	16
Article 2.1.6. Règles de circulation.....	16
Article 2.1.7. Présence de tiers.....	17
CHAPITRE 2.2 CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE.....	17
Article 2.2.1. Efficacité énergétique.....	17
Article 2.2.2. Suivi de la consommation.....	17
CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	17
Article 2.3.1. Réserves de produits.....	17
Article 2.3.2. Connaissance des produits - étiquetage.....	17
Article 2.3.3. Etat des stocks des matières dangereuses.....	17
CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	17
Article 2.4.1. Propreté.....	17
Article 2.4.2. Esthétique.....	18
CHAPITRE 2.5 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	18
CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	18
CHAPITRE 2.7 DOSSIER « INSTALLATION CLASSÉE ».....	19
TITRE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ÉTABLISSEMENT.....	19
CHAPITRE 3.1 DISPOSITIONS COMMUNES.....	19
Article 3.1.1. Sois.....	19
Article 3.1.2. Matières interdites.....	19
Article 3.1.3. Admission des déchets par collecte.....	19
Article 3.1.4. Registre des déchets.....	20
Article 3.1.5. Entreposage des déchets.....	20
Article 3.1.6. Enlèvement des déchets.....	20
CHAPITRE 3.2 INSTALLATION DE TRI, TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS NON DANGEREUX (MÉTAUX, PAPIERS/CARTONS, PLASTIQUES, BOIS).....	21
Article 3.2.1. Admission et réception des déchets par apport volontaire.....	21

Article 3.2.2. Tri et stockage des déchets.....	21
Article 3.2.3. Engins de manutention.....	21
CHAPITRE 3.3 INSTALLATION DE TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS DANGEREUX (BATTERIES, TOURNURES, OFFSET).....	22
Article 3.3.1. Localisation.....	22
Article 3.3.2. Matières interdites.....	22
Article 3.3.3. Entreposage des déchets dangereux.....	22
CHAPITRE 3.4 INSTALLATION DE TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES.....	23
Article 3.4.1. Localisation.....	23
Article 3.4.2. Admission des déchets.....	23
Article 3.4.3. Entreposage des déchets.....	23
Article 3.4.4. Enlèvement des déchets.....	23
CHAPITRE 3.5 AUTRES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	25
Article 3.5.1. Stockages des bouteilles de gaz.....	25
Article 3.5.2. Oxycoupage.....	25
Article 3.5.3. Station-service.....	25
Article 3.5.4. Atelier de réparation.....	25
TITRE 4 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	26
CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	26
Article 4.1.1. Dispositions générales.....	26
Article 4.1.2. Pollutions accidentelles.....	26
Article 4.1.3. Odeurs.....	26
Article 4.1.4. Voies de circulation.....	26
Article 4.1.5. Émissions diffuses et envois de poussières.....	27
TITRE 5 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	28
CHAPITRE 5.1 PRÉLEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	28
Article 5.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	28
Article 5.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	28
Article 5.1.2.1. Dispositif de disconnexion ou système équivalent.....	28
Article 5.1.2.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage.....	28
Article 5.1.3. Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse.....	28
CHAPITRE 5.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	28
Article 5.2.1. Dispositions générales.....	28
Article 5.2.2. Plan des réseaux.....	28
Article 5.2.3. Entretien et surveillance.....	28
Article 5.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	29
Article 5.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques.....	29
Article 5.2.4.2. Isolement avec les milieux.....	29
CHAPITRE 5.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	29
Article 5.3.1. Identification des effluents.....	29
Article 5.3.2. Collecte des effluents.....	29
Article 5.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	29
Article 5.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement.....	30
Article 5.3.5. Identification et localisation des points de rejet.....	30
Article 5.3.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	31
Article 5.3.6.1. Conception.....	31
Article 5.3.6.2. Aménagement.....	31
5.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements.....	31
5.3.6.2.2 Section de mesure.....	31
Article 5.3.6.3. Équipements.....	31
Article 5.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	31
Article 5.3.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement.....	32
Article 5.3.9. Rejets aqueux.....	32
Article 5.3.9.1. Valeurs limites de rejet.....	32
Article 5.3.9.2. Autorisation, convention de rejet.....	32
Article 5.3.10. Rejet des eaux domestiques.....	32
Article 5.3.11. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	32
TITRE 6 - DÉCHETS.....	34
CHAPITRE 6.1 PRINCIPES DE GESTION.....	34
Article 6.1.1. Limitation de la production de déchets.....	34
Article 6.1.2. Séparation des déchets.....	34
Article 6.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	34
Article 6.1.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.....	35
Article 6.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.....	35
Article 6.1.6. Transport.....	35
Article 6.1.7. Déchets produits par l'établissement.....	35
Article 6.1.8. Emballages industriels.....	35
Article 6.1.9. Agrément des installations et valorisation des déchets d'emballages.....	36

TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	37
CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	37
Article 7.1.1. Aménagements.....	37
Article 7.1.2. Véhicules et engins.....	37
Article 7.1.3. Appareils de communication.....	37
CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	37
Article 7.2.1. Les zones d'émergence.....	37
Article 7.2.1.1. Définition des zones d'émergence.....	37
Article 7.2.1.2. Valeurs limites d'émergence.....	37
Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	38
CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS.....	38
TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	39
CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS.....	39
Article 8.1.1. Localisation des risques.....	39
Article 8.1.2. État des stocks de produits dangereux.....	39
Article 8.1.3. Propreté de l'installation.....	39
Article 8.1.4. Etude de danger.....	39
CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	39
Article 8.2.1. Comportement au feu.....	39
Article 8.2.2. Désenfumage.....	40
Article 8.2.3. Intervention des services de secours.....	40
Article 8.2.3.1. Accessibilité.....	40
Article 8.2.3.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.....	40
Article 8.2.3.3. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins.....	41
Article 8.2.4. Moyens de lutte contre l'incendie.....	41
CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	42
Article 8.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	42
Article 8.3.2. Installations électriques.....	42
Article 8.3.3. Tuyauterie.....	42
Article 8.3.4. Protection contre la foudre.....	42
CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	42
Article 8.4.1. Rétentions et confinement.....	42
Article 8.4.1.1. Capacité de rétention.....	43
Article 8.4.1.2. Étanchéité et résistance aux actions physico-chimique.....	43
Article 8.4.1.3. Gestion des eaux pluviales pour les stockages à l'air libre.....	43
Article 8.4.1.4. Sol des aires et des locaux de stockage.....	43
Article 8.4.1.5. Gestion des eaux susceptibles d'être polluées (dont les éventuelles eaux d'extinction incendie).....	43
Article 8.4.1.6. Confinement des eaux susceptibles d'être polluées (dont les éventuelles eaux d'extinction incendie).....	43
CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	44
Article 8.5.1. Surveillance de l'installation.....	44
Article 8.5.2. Travaux.....	44
Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements.....	44
Article 8.5.4. Substances radioactives.....	44
Article 8.5.4.1. Equipement de détection.....	44
Article 8.5.4.2. Présence de déchet radioactif.....	44
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	46
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE RÉALISÉ PAR L'EXPLOITANT.....	46
Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme de surveillance.....	46
Article 9.1.2. Mesures comparatives.....	46
CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	46
Article 9.2.1. Normes en vigueur.....	46
Article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau.....	46
Article 9.2.3. Surveillance des eaux et des effluents aqueux générés.....	46
Article 9.2.4. Surveillance des déchets.....	46
Article 9.2.5. Surveillance des niveaux sonores.....	47
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	47
Article 9.3.1. Actions correctives.....	47
Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance.....	47
Article 9.3.3. Analyse et transmission des résultats des mesures sur effluents.....	47
Article 9.3.4. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores.....	47
CHAPITRE 9.4 TÉLÉDECLARATIONS.....	47
Article 9.4.1. Emissions et transferts de polluants et déchets - GEREPE.....	47
Article 9.4.2. Données d'autosurveillance - GIDAF.....	47
CHAPITRE 9.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	48
Article 9.5.1. Récapitulatif des contrôles à effectuer.....	48
Article 9.5.2. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection des installations classées.....	48
Article 9.5.3. Récapitulatif des données à télé-déclarer.....	48

Article 9.5.4. Récapitulatif des documents à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées.....	49
ANNEXE.....	50

VU ET CONSIDÉRANT

Vu

- la directive n°96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 modifiée concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;
- le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;
- le décret n°2012-633 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n° 98-A-100-IC autorisant la société GIRON à exploiter son établissement de Reims ;
- l'arrêté complémentaire n° 2007-APC-21-IC intégrant une mise à jour des installations et tenant compte des effets sonores engendrés par l'exploitation d'une cisaille ;
- la demande présentée le 10 septembre 2012 par la société GIRON Père et Fils, dont le siège social est situé 8 rue du commandant Barbier à Reims (51100), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations de tri, transit et regroupement de déchets dangereux (batteries, offsets d'imprimerie, tournures métalliques, déchets d'équipements électriques et électroniques) et de déchets non dangereux (métaux, papiers / cartons, plastiques et bois) ainsi qu'une installation de traitement de déchets métalliques d'une capacité maximale de 160 tonnes par jour, dans son établissement – siège social de Reims ;
- le dossier déposé à l'appui de sa demande, en vue de régulariser les activités de la société GIRON Père et Fils ;
- la décision n° E12000254/51 en date du 11 décembre 2012 du président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- l'arrêté préfectoral en date du 11 février 2013 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 18 mars 2013 au 18 avril 2013 inclus sur le territoire des communes de Reims, Champigny, Merfy, Saint-Brice-Courcelles, Saint-Thierry et Tinquieux ;
- l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- la publication de cet avis en date des 1^{er} mars 2013 et 22 mars 2013 respectivement dans les journaux l'Union et La Marne Agricole ;
- le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur parvenus en Préfecture de Châlons-en-Champagne le 24 mai 2013 ;
- l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture du département de la Marne ;
- les avis favorables émis en date des 22 mars 2013 et 22 avril 2013 par les conseils municipaux respectifs des communes de Saint-Brice-Courcelles et de Tinquieux ;
- l'avis sans objection du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile en date du 24 janvier 2013 ;
- l'avis sans opposition de Monsieur le sous-Préfet de Reims en date du 30 avril 2013 ;
- l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours de la Marne du 15 janvier 2013 ;
- l'avis favorable de la direction départementale des territoires de la Marne en date du 1^{er} février 2013 ;
- l'avis favorable de la communauté d'agglomération de Reims – Reims Métropole en date du 10 avril 2013 ;
- l'avis de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en date 28 janvier 2013 ;
- l'avis de la direction régionale des affaires culturelles en date du 30 janvier 2013 ;
- les compléments apportés par l'exploitant au cours de la procédure ;
- le rapport et les propositions en date du 22 août 2013 de l'inspection des installations classées ;
- l'avis en date du 19 septembre 2013 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- le projet d'arrêté préfectoral porté le 23 septembre 2013 à la connaissance du demandeur ;
- l'absence d'observation, valant accord tacite, par le demandeur sur ce projet ;

Considérant

- que les installations exploitées par la société GIRON Père et Fils sur le territoire de la commune de Reims relèvent du régime de l'autorisation au titre de l'article L. 512-1 du livre V du titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que les activités exercées relatives sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé et qu'il convient en conséquence de prévoir les mesures adaptées destinées à prévenir ou empêcher ses effets ;
- que pour faciliter le suivi de l'établissement, il est préférable de réunir les prescriptions applicables à l'établissement dans un même arrêté préfectoral et qu'il apparaît nécessaire d'abroger les prescriptions présentes dans les actes administratifs antérieurs (APA n° 98-A-100-IC et APC n° 2007-APC-21-IC) ;
- que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation permettent de limiter les inconvénients et dangers ;
- que les moyens de lutte contre un incendie imposent à la société GIRON Père et Fils une autorisation de prélèvements d'eau dans le canal de l'Aisne à la Marne ;
- qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les documents d'urbanisme opposables aux tiers comportent à l'intérieur des règles d'occupation du sol compatibles avec la délivrance de l'autorisation d'exploiter les installations de la société GIRON Père et Fils ;
- que la commune de Reims est concernée par le risque d'affaissement-effondrement de cavités souterraines, et par le risque de retrait-gonflement des argiles ;
- que les observations exprimées par le commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique, les observations des communes concernées et des services administratifs concernés peuvent être prises en compte ;
- que les modifications des conditions d'exploiter de la société GIRON Père et Fils ainsi que les modifications de la nomenclature des installations classées nécessitent une mise à jour du tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées desquelles relève l'établissement ;
- que l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas à la société GIRON Père et Fils, conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, puisque le montant de ces garanties financières, proposé le 13 septembre 2013 par l'exploitant à l'inspection des installations classées, est inférieur à 75 000 € ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires du département de la Marne,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société GIRON Père et Fils, inscrite au registre du commerce et répertoriée selon son n° SIRET 335 881 10 00028, dont le siège social et le site d'exploitation sont implantés 8 rue du commandant Barbier à Reims (51 100), est autorisée à exploiter les installations détaillées dans les articles suivants, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. ABROGATION D'ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions des actes suivants, délivrés antérieurement à la Société GIRON Père et Fils pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Reims, sont abrogés. Il s'agit des arrêtés préfectoraux :

- n° 98-A-100-IC, arrêté autorisant la société GIRON à exploiter son établissement de Reims ;
- n° 2007-APC-21-IC, arrêté complémentaire intégrant une mise à jour des installations et tenant compte des effets sonores engendrés par l'exploitation d'une cisaille.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

ARTICLE 1.1.4. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS

L'autorisation préfectorale vaut agrément, au titre des articles R.543-58 et suivants du code de l'environnement, pour la valorisation de déchets d'emballage (papiers/cartons et plastiques).
L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la notification du présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis dans le tableau ci-dessous :

Rubrique		Régime ⁽¹⁾	Observations
N°	Intitulé		
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	A	110 t batteries de véhicules (70t), tournures d'aluminium (30t), offsets d'imprimerie (10t)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	A	175 t Cisailage, oxycoupage

Rubrique		Régime ⁽¹⁾	Observations
N°	Intitulé		
	La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t		
2710-1a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	A	35 t batteries
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m²	A	4700 m²
2714-1	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	A	2000 m³
2710-2c	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : c) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³	D	250 m³ Papiers, cartons, plastiques
2711-2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques La volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	D	400 m³
1220	Oxygène (emploi et stockage d')	NC	550 kg
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	NC	340 kg (propane, argon, mélange argon-CO ₂ -oxygène)
1418	Acétylène (stockage ou emploi de l')	NC	70 kg
1432-2b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	NC	Capacité de cuve de 4 m³ (GNR)
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	NC	Volume annuel distribué de 60 m³
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à moteur. La surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m²	NC	Atelier de 206 m²

Remarque ⁽¹⁾ : les régimes définis sont :

- A signifie Autorisation ;
- D signifie Déclaration ;
- NC signifie Non Classé.

ARTICLE 1.2.2. TAXE GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS POLLUANTES (TGAP)

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), codifiée dans le code des douanes, comprend deux taxes :

- **la taxe à la délivrance de l'autorisation** (dite taxe à l'installation)
Elle est redevable à tout exploitant dès lors que le présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation lui est notifié ;
- **la taxe à l'exploitation**
Elle est due par l'exploitant (personne physique ou morale) pour l'année entière. Seules certaines installations relevant du régime de l'autorisation définies dans la nomenclature du code de l'environnement susvisé sont concernées. Le tableau suivant identifie les différentes installations et les coefficients associés :

Rubrique ICPE		Taxe Générale sur les Activités Polluantes	
N°	Intitulé	Capacité de l'activité	Coefficient
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	110 t batteries de véhicules (70t), tournures d'aluminium (30t), offsets d'imprimerie (10t)	6
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/	175 t/) Cisailage, oxycoupage	6

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont implantées selon les données suivantes :

Commune	Parcelle cadastrale	Surface (m²)
Reims	136 (section AC 01)	529
Reims	180 (section AC01)	6
Reims	181 (section AC01)	10 658
Reims	183 (section AC01)	3 880
Superficie totale de 15 073 m²		

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.4. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

La superficie totale du site s'élève à : 15 073 m² .

ARTICLE 1.2.5. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Un bâtiment principal comprenant les locaux administratifs et sociaux, un local électrique, une zone de réception et son pont bascule de 20 tonnes ainsi que divers stockages de papiers/cartons/plastiques/métaux non-ferreux et une presse à balles.
- Un bâtiment secondaire dédié au stockage de déchets et à la maintenance des engins et des véhicules.
- Un hangar, implanté entre les deux bâtiments, permettant de stocker du matériel et des bennes de déchets dangereux (DEEE, batteries usagées, offsets d'imprimerie et tournures métalliques).
- Une aire extérieure, reliant deux cours, avec un pont bascule de 50 tonnes, des stockages de déchets de métaux. Une cour Nord, dite cour intérieure, occupée par une cisaille à métaux et sa pelle d'alimentation et des stockages de métaux. Une cour Sud, aménagée avec des stockages de métaux, des parkings et une réserve incendie enterrée.
- Une station-service permettant d'alimenter en gazole non-routier les engins du site (pelles, chariots élévateurs ...).

Un plan est annexé au présent arrêté récapitulant la localisation des principales installations exploitées.

ARTICLE 1.2.6. NIVEAUX DE PRODUCTION AUTORISÉS

Produit ou installation	Capacité maximale sur Site	Flux maximal annuel
Métaux	3 100 t ferrailles en mélange 1 400 t ferrailles cisaillées 1 035 t métaux triés	24 000 t de métaux ferreux 6 000 t de métaux non ferreux
Papiers - Cartons	1 350 t de balles - 200 t de vrac	8 000 t
Plastiques	475 t de balles - 50 t de vrac	800 t
Bois (palettes)	25 t (60 m ³)	170 t
Batteries	70 t	700 t
Déchets d'Équipements Électriques ou Electroniques (DEEE)	50 t	200 t
Tourneures métalliques	30 t	200 t
Offsets d'imprimerie	10 t	200 t
Cuve de la Station-service	Capacité de la cuve : 4 m ³	Consommation de la station-service 60 m ³

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1. PRINCIPE DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 de manière à permettre de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture du site, et la remise en état du site après sa fermeture.

Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

Sans préjudice des obligations de l'exploitant en cas de cessation d'activité, le préfet peut demander la constitution d'une garantie additionnelle en cas de survenance d'une pollution accidentelle significative des sols ou des eaux souterraines causée par l'exploitant postérieurement au 1er juillet 2012 et ne pouvant faire l'objet de façon immédiate, pour cause de contraintes techniques ou financières liées à l'exploitation du site, de toutes les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines.

ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

En vue de l'établissement du montant de référence des garanties financières prévues au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, l'exploitant transmet au préfet une proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et justifications techniques des différents paramètres pertinents ayant permis le calcul forfaitaire ou calcul prévu dans l'accord de branche, ou le calcul spécifique proposé par l'exploitant. Le calcul forfaitaire est prévu dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Ces valeurs et justifications techniques incluent la quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ou d'autorisation simplifiée ou, à défaut, son estimation par l'exploitant qui sera ensuite prescrite par arrêté préfectoral et, en tant que de besoin, une étude sur le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines comportant le nombre de piézomètres à réaliser, leur implantation ainsi que la nature des paramètres à contrôler.

Conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, est inférieur à 75 000 €.

Le montant de référence des garanties financières s'élève à : 53 834,71 € euros TTC (montant de référence, calculé avec un indice TP01 d'actualisation des coûts de 1,051 et une TVA de 19,6 %).

ARTICLE 1.6.3. MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le nouvel exploitant adresse au préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant, les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de garanties financières.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

L'usage à prendre en compte dans le cadre de la cessation d'activité du site sera déterminé conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les conditions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le Tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.8 TEXTES RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Texte réglementaire
31/03/80	Arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion
20/08/85	Arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées
09/11/89	Circulaire et instruction du 9 novembre 1989 relatives aux dépôts anciens de liquides inflammables
10/07/90	Arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/98	Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
22/06/98	Arrêté ministériel du 22 juin 1998 modifié relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes
29/07/05	Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
12/12/07	Arrêté ministériel du 12 décembre 2007 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2711
31/01/08	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
07/07/09	Arrêté ministériel du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
17/07/09	Arrêté ministériel du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines
04/10/10	Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Dates	Texte réglementaire
13/10/10	Arrêté ministériel du 13 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2713
14/10/10	Arrêté ministériel du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2714
18/07/11	Arrêté ministériel du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2718
23/11/11	Arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2791
29/02/12	Arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres (des déchets) mentionnés aux articles R. 541-43 et 541-46 du code de l'environnement
27/03/12	Arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2710-2
27/03/12	Arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2710-1
31/05/12	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en oeuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
31/07/12	Arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents ainsi que les déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- les modes opératoires ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de rejet des eaux ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Ces éléments sont consignés dans le dossier « installation classée » prévu au chapitre 2.7.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.1.3. RISQUES NATURELS

Dans le cadre de la gestion de son installation l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir le risque d'affaissement-effondrement de cavités souterraines, et celui de retrait-gonflement des argiles, la commune de Reims étant concernée par ces deux risques naturels, faisant ainsi partie du périmètre de protection en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme, valant Plan de Prévention des Risques Naturels.

ARTICLE 2.1.4. FORMATIONS

L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.

L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, ait une formation adaptée.

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :

- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :
 - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;
 - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;
 - les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;
 - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.
- les déchets et les filières de gestion des déchets ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- les formalités administratives et contrôles à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.

Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitude sont consignés dans le rapport « installations classées » prévu à l'article 2.7 du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.5. CLÔTURE, ACCÈS ET SURVEILLANCE

L'ensemble du site est entièrement ceinturé par une clôture grillagée ou un mur d'au moins 2 mètres de hauteur. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.

Les bâtiments et les aires de stockage sont accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès au site. L'interdiction d'accès est a minima matérialisée par un affichage spécifique.

En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.

Le site fait l'objet d'une surveillance.

ARTICLE 2.1.6. RÈGLES DE CIRCULATION

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquages au sol, consignes, ...). En particulier, toutes dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons.

ARTICLE 2.1.7. PRÉSENCE DE TIERS

Les tiers présents sur le site sont pris en charge par le personnel de l'établissement, jusqu'à déchargement de leur véhicule. Le nombre de tiers présents sur le site et leur localisation potentielle sont connus en permanence du personnel d'accueil.

CHAPITRE 2.2 CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

ARTICLE 2.2.1. EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'énergie. Il recherche les conditions d'exploitation permettant d'améliorer l'efficacité énergétique de ses installations et de réduire la consommation d'énergie. Il doit être en mesure de justifier les actions conduites à cette fin.

ARTICLE 2.2.2. SUIVI DE LA CONSOMMATION

La source d'énergie utilisée pour le fonctionnement des installations est l'électricité. L'exploitant réalise un suivi de la consommation d'électricité qu'il rapporte au volume d'activité. Il procède à un enregistrement de ces données.

CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.3.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants... .

ARTICLE 2.3.2. CONNAISSANCE DES PRODUITS – ÉTIQUETAGE

L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature, les dangers et les risques des produits et déchets dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et des préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 2.3.3. ETAT DES STOCKS DES MATIÈRES DANGEREUSES

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des matières dangereuses ou combustibles détenues, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et consigné dans le dossier « installation classée » prévu à l'article 2.7 ci-dessous.

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.4.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées, incluant le traitement architectural des bâtiments, qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter, sur les voies publiques et les zones environnantes, la dispersion de poussières, papiers, boues, déchets

Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont aménagés (forme de pente, revêtement ...), maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de produits dangereux ou de déchets et de poussières.

Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et les poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

ARTICLE 2.4.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...).

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.5 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger(s) ou nuisance(s) non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 DOSSIER « INSTALLATION CLASSÉE »

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier « installation classée » comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ;
- Tous les éléments utiles relatifs aux risques.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 3.1 DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 3.1.1. SOLS

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

ARTICLE 3.1.2. MATIÈRES INTERDITES

Un affichage des déchets pris en charge par l'installation est visible à l'entrée du site. Les déchets non listés ne sont pas admis dans l'installation.

Cette liste mentionne, pour chaque déchet reçu, le code et le libellé du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R.541-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3.1.3. ADMISSION DES DÉCHETS PAR COLLECTE

L'établissement dispose d'un pont bascule.

Avant réception d'un déchet, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés.

Chaque véhicule livrant des déchets fait l'objet d'une double pesée (à charge et à vide). Un enregistrement des pesées est effectué et un ticket de pesée est systématiquement émis.

En outre, un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux réservés pour les déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public.

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant met à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit. Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.

Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.

L'exploitant remet au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre d'admission.

Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé au déposant, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.

ARTICLE 3.1.4. REGISTRE DES DÉCHETS

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées toutes les quantités de déchets entrant et sortant du site, incluant les déchets générés sur le site conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2005. Ce registre permet de suivre la gestion d'un déchet entrant dans les installations depuis l'aire de réception jusqu'à son expédition.

Cette disposition n'est pas applicable aux entrées de déchets correspondant à des apports volontaires d'utilisateurs professionnels.

Le registre des déchets contient a minima les informations suivantes :

Réception :

- la date de réception des déchets ;
- l'identité du transporteur des déchets et le numéro d'immatriculation de son véhicule ;
- le nom et l'adresse du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- la nature ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- l'opération subie par les déchets dans l'installation.

Expédition :

- la date de l'expédition des déchets ou des lots correspondants ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- le numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation de destination ;
- le code et le libellé des déchets au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié ;
- le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets sortants ;
- le nom, l'adresse du transporteur des déchets et le cas échéant, son numéro de récépissé conformément à l'article R. 541-51 du code de l'environnement ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- l'opération de traitement qui va être opérée.

Le registre des déchets peut être construit sur la base d'un classement par ordre chronologique des Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux.

Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu au chapitre 2.7 du présent arrêté.

ARTICLE 3.1.5. ENTREPOSAGE DES DÉCHETS

L'installation dispose d'aires distinctes et clairement repérées de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des déchets.

Le stockage, effectué à l'extérieur des bâtiments, doit être réalisé de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

ARTICLE 3.1.6. ENLÈVEMENT DES DÉCHETS

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre I et au titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations ou agréments nécessaires.

Les expéditions de déchets dangereux doivent être accompagnées d'un bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD).

L'exploitant met en œuvre des dispositions pour empêcher les envois de déchets notamment lors de leur chargement. Il s'assure que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions.

CHAPITRE 3.2 INSTALLATION DE TRI, TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS NON DANGEREUX (MÉTAUX, PAPIERS/CARTONS, PLASTIQUES, BOIS)

Seuls pourront être acceptés sur l'installation les métaux ou les déchets de métaux non dangereux, les alliages de métaux ou les déchets d'alliage de métaux non dangereux, ainsi que les déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques et de bois.

Aucun déchet dangereux ne doit être accepté dans cette installation.

Aucun métal souillé ne doit être accepté dans cette installation.

ARTICLE 3.2.1. ADMISSION ET RÉCEPTION DES DÉCHETS PAR APPORT VOLONTAIRE

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation et sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé au déposant, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.

L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.

L'exploitant met en œuvre des dispositions pour empêcher les envois de déchets notamment lors de leur déchargement.

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement par les déposants sur les aires, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets est clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures au public.

ARTICLE 3.2.2. TRI ET STOCKAGE DES DÉCHETS

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant met à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

Les déchets ou matières triés sont entreposés afin de prévenir les risques de mélange.

La distance entre les différents blocs de stockage est de 4 mètres.

La durée moyenne de stockage des métaux ou déchets de métaux ne dépasse pas un an.

La hauteur des dépôts de métaux et de déchets de métaux stockés ne dépasse pas 7,50 mètres dans la cour intérieure (zone Nord du site).

La hauteur des dépôts de métaux et de déchets de métaux stockés ne dépasse pas 2,50 mètres en façade du site (zone Sud du site).

Une distance minimale de 8 mètres est respectée entre la clôture du site et les dépôts de produits inflammables et matières combustibles situés sur le site.

La durée moyenne de stockage des autres déchets non dangereux ne dépasse pas neuf mois.

ARTICLE 3.2.3. ENGINS DE MANUTENTION

Les engins de manutention présents sur le site sont entretenus et contrôlés périodiquement.

CHAPITRE 3.3 INSTALLATION DE TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS DANGEREUX (BATTERIES, TOURNURES, OFFSET)

ARTICLE 3.3.1. LOCALISATION

La zone de transit et de regroupement des déchets dangereux est située dans le hangar implanté entre les deux bâtiments.

ARTICLE 3.3.2. MATIÈRES INTERDITES

Seuls pourront être acceptés sur cette installation les batteries, les tournures d'aluminium, les offsets d'imprimerie.
Aucun autre déchet dangereux, hors DEEE, objet du chapitre 3.4, ne doit être accepté dans l'installation.

ARTICLE 3.3.3. ENTREPOSAGE DES DÉCHETS DANGEREUX

Un local fermé de stockage, de structure a minima R15, sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagère et/ou de rayonnage).

Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.

Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. A tout moment l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.

La distance entre les différents blocs de stockage est de 4 mètres minimum.

Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation.

CHAPITRE 3.4 INSTALLATION DE TRANSIT ET REGROUPEMENT DE DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

ARTICLE 3.4.1. LOCALISATION

La zone de transit et de regroupement des déchets d'équipements électriques et électroniques est située dans le hangar implanté entre les deux bâtiments.

ARTICLE 3.4.2. ADMISSION DES DÉCHETS

L'exploitant fixe les critères d'admission dans son installation des déchets d'équipements électriques et électroniques et les consigne dans un document tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement. En particulier, l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail pour au minimum connaître les substances réputées contenues dans les équipements électriques et électroniques admis.

Toute admission de déchets d'équipements électriques et électroniques fait l'objet d'un contrôle visuel pour s'assurer de leur conformité aux critères mentionnés ci-dessus.

Le registre des déchets d'équipements électriques et électroniques présentés à l'entrée de l'installation contient, outre les informations listées à l'article 3.1.4, les informations suivantes :

- La désignation des équipements électriques et électroniques mis au rebut, leur catégorie au sens du I de l'article R. 543-172 du code de l'environnement et, le cas échéant, leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Une zone est prévue pour l'entreposage des déchets ne respectant pas les critères d'admission.

ARTICLE 3.4.3. ENTREPOSAGE DES DÉCHETS

L'entreposage des équipements électriques et électroniques est réalisé de façon à faciliter l'intervention des moyens de secours en cas d'incendie. La hauteur de stockage ne dépasse pas 2,5 mètres.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les zones de transit et regroupement des équipements électriques et électroniques est limitée aux nécessités de l'exploitation. A ce titre notamment, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques ne font l'objet d'aucune dépollution sur le site.

Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation. Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles d'être présents auquel est annexé un plan général des zones d'entreposage. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La distance entre les différents blocs de stockage est de 4 mètres.

ARTICLE 3.4.4. ENLÈVEMENT DES DÉCHETS

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont envoyés dans des installations appliquant les dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 (relatif aux modalités de traitement de ces déchets) ou remis aux personnes tenues de les reprendre en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement susvisé ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.

Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée. Leur quantité maximale présente dans l'installation est inférieure à 1 tonne.

Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 susvisé ou remis aux personnes tenues de les reprendre en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Dans le cas d'un épandage accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.

CHAPITRE 3.5 AUTRES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 3.5.1. STOCKAGES DES BOUTEILLES DE GAZ

Du fait des caractéristiques d'explosivité et d'inflammation des mélanges oxygène-gaz, les bouteilles d'oxygène, mêmes vides, sont stockées à l'écart des bouteilles de gaz combustible, la distance minimale est de 6 mètres.

Si cette distance ne peut être respectée, un mur haut de 1,5 mètres de structure a minima R30 sépare les lieux de stockage.

Les bouteilles sont stockées en position verticale. Les bouteilles vides sont séparées.
Les bouteilles sont éloignées des sources de chaleur et stockés à l'ombre.
Aucun stockage de bouteille ne se situe en sous-sol.

Le local de stockage est à l'abri de l'humidité, aéré, et son accès est réglementé.

ARTICLE 3.5.2. OXYCOUPAGE

Les opérations de découpe au chalumeau ne peuvent être effectuées à moins de 6 mètres de tout dépôt de produits inflammables ou matières combustibles.

ARTICLE 3.5.3. STATION-SERVICE

Les opérations de dépotage et de distribution sont réalisées en présence permanente du personnel du site.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu.

L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan " quantités réceptionnées - quantités délivrées ". Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Le réservoir enterré installé est une cuve double paroi en acier, conforme à la norme NFM 88513 ou à tout autre norme d'un Etat membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, munie d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique.

Le réservoir est équipé de canalisations associées, d'un limiteur de remplissage, d'un dispositif de jaugeage et d'un évent.

Les canalisations de remplissage, de soutirage sont munies d'une deuxième enveloppe externe étanche en matière plastique, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne, dont les caractéristiques répondent aux références normatives en vigueur. Les clapets anti-retour sont placés au plus près des pompes.

ARTICLE 3.5.4. ATELIER DE RÉPARATION

Les locaux de l'atelier de réparation sont régulièrement entretenus et nettoyés. Ils sont exempts de tout encombrement.

TITRE 4 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 4.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles, du développement de techniques de valorisation, de la collecte sélective et du traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 4.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 4.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 4.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les aires étanches sont régulièrement nettoyées ;
- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, ...), et convenablement nettoyées ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 4.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

TITRE 5 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 5.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 5.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Usage	Consommation annuelle maximale en m ³ /an	Débit journalier moyen en m ³ /j
Réseau public d'adduction de la ville de Reims	Besoins sanitaires Eaux de lavage	432	1,2

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

ARTICLE 5.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 5.1.2.1. Dispositif de disconnexion ou système équivalent

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Les installations de prélèvement seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à la disposition des services de contrôle.

Article 5.1.2.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Les prélèvements d'eau en nappe par forage sont interdits.

ARTICLE 5.1.3. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÈCHERESSE

Les modalités de prélèvement d'eau prévues à l'article 5.1.1. pourront être modifiées dans le cadre des mesures de restriction d'usage de l'eau que le préfet de la Marne peut être amené à prendre en vue de préserver la ressource en eau.

CHAPITRE 5.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 5.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 5.3.1 ci-dessous ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 5.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 5.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 5.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 5.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 5.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 5.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 5.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Nature de l'effluent	Volume annuel maximal	Provenance / Installations raccordées
Eau de lavage / Eau pluviale	132 m ³ (eau lavage)	lessivage des zones de stockage et de traitement des déchets voiries, parkings, aires étanches
Eau pluviale	-	toitures
Eau domestique	300 m ³	sanitaires

ARTICLE 5.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 5.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations

des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Les installations de traitement sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.

Eaux domestiques : une protection anti-retour, au minimum de type EA ou équivalent, est positionnée en aval immédiat de chaque compteur. Une disconnexion, de type AA ou AB ou équivalent, est mis en place sur le réseau reliant la réserve incendie du site.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Un débit de fuite de 20l/s/ha est en permanence respecté par installation de traitement.

Les séparateurs à hydrocarbures équipant le site sont suffisamment dimensionnés pour faire face à une pluie décennale. Ils sont équipés d'oburateur automatique. Les systèmes de by-pass sont interdits.

Le traitement des boues issues des séparateurs ne génère pas de rejets aqueux.

ARTICLE 5.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Sur le même registre précité, l'exploitant note :

- les éventuels incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux
- les dispositions prises pour y remédier
- les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets effectués.

Les séparateurs à hydrocarbures (débourbeurs-déshuileurs) sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.

L'exploitant s'assure que ces équipements ne soient pas saturés et fonctionnent normalement.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour le point de rejet n°1 de l'article suivant, les dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007 ou version ultérieure) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente et en vigueur.

ARTICLE 5.3.5. IDENTIFICATION ET LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	Localisation du point de rejet	Nature de l'effluent	Provenance	Traitement avant rejet	Exutoire
n°1	2 points rue Emile Druart	Eau de lavage Eau pluviale	voiries, parkings, aires étanches	1 séparateur-débourbeur d'hydrocarbures (partie Sud du site) 1 séparateur-débourbeur d'hydrocarbures (partie Nord du site)	La Vesle (via le réseau public d'eaux pluviales de la ville de Reims)

Point de rejet	Localisation du point de rejet	Nature de l'effluent	Provenance	Traitement avant rejet	Exutoire
n°2	1 point Rue Emile Druart	Eau pluviale	toitures	-	La Vesle (via le réseau public d'eaux pluviales de la ville de Reims)
n°3	2 branchements menant au ruisseau des trois fontaines	Eau domestique	sanitaires	-	La Vesle (via la STEP Reims-Métropole)

ARTICLE 5.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 5.3.6.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 5.3.6.2. Aménagement

5.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

5.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 5.3.6.3. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

ARTICLE 5.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- la température strictement inférieure à 30°C ;
- le pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

ARTICLE 5.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 5.3.9. REJETS AQUEUX

Article 5.3.9.1. Valeurs limites de rejet

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

- Point de rejet ⁽¹⁾ n° 1 et 2

Paramètre	Concentration instantanée en mg/l
MES (Matières en suspension)	30 mg/l
DCO (Demande chimique en oxygène)	300 mg/l
DBO ₅ (demande biologique en oxygène pendant 5 jours)	100 mg/l
Azote global	30 mg/l
Phosphore	2 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l
Chrome Hexavalent ⁽²⁾	0,1 mg/l
Cyanures totaux ⁽²⁾	0,1 mg/l
AOX	5 mg/l
Arsenic ⁽²⁾	0,1 mg/l
Métaux totaux	15

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Remarque ⁽¹⁾ : la localisation du rejet est définie à l'article 5.3.5.

Remarque ⁽²⁾ : dans le cas où ces polluants ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Plomb (Pb), Cuivre (Cu), Chrome (Cr), Nickel (Ni), Zinc (Zn), Etain (Sn), Cadmium (Cd), Mercure (Hg), Fer (Fe) et Aluminium (Al).

Article 5.3.9.2. Autorisation, convention de rejet

Les rejets d'eaux de ruissellement dans le réseau communal doivent faire l'objet d'une autorisation de déversement et éventuellement d'une convention en vigueur définissant les conditions d'acceptation de ces effluents.

Cette autorisation est transmise par l'exploitant, dès sa signature et lors de chaque modification à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau. L'éventuelle convention en vigueur est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.3.10. REJET DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 5.3.11. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement. Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisé.

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parkings, etc.), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10% du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10% de ce QMNA5.

Lorsqu'ils existent, les points de rejet d'eaux pluviales dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.

TITRE 6 - DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 6.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 6.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées et l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions d'élimination des huiles usagées).

Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les quantités de déchets entreposés sur le site sont visées par l'article 1.2.6 du présent arrêté.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des déchets produits par l'établissement et pour favoriser le recyclage ou à défaut la valorisation des matières. Le cas échéant, les déchets sont régulièrement évacués, au moins une fois par an.

Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.

ARTICLE 6.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Sont respectés le plan départemental en vigueur de gestion des déchets de chantier du BTP, le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés en vigueur et le plan régional en vigueur d'élimination des déchets industriels.

ARTICLE 6.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

Sont respectés le plan départemental en vigueur de gestion des déchets de chantier du BTP, le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés en vigueur et le plan régional en vigueur d'élimination des déchets industriels.

ARTICLE 6.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-50 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortant du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assurera que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 6.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchet	Code déchet	Nature du déchet	Quantité maximale sur site (en tonnes)	Quantité annuelle moyenne produite (en tonnes)	Mode de traitement
Déchet dangereux	16 06 01*	Accumulateurs au plomb	70	700	Valorisation (recyclage)
	19 12 11*	Tournures d'aluminium	30	200	Valorisation (recyclage)
	19 12 11*	Offsets d'imprimerie	10	200	Valorisation (recyclage)
	20 01 35*	Equipements électriques et électroniques	50	200	Valorisation (recyclage)
Déchet non dangereux	19 12 01	Papiers et cartons	750	8 000	Valorisation (recyclage)
	19 12 02	Métaux ferreux	2 500	24 000	Valorisation (recyclage)
	19 12 03	Métaux non ferreux	650	6 000	Valorisation (recyclage)
	19 12 04	Matières plastiques	100	800	Valorisation (recyclage)
	20 01 38	Bois (palettes)	25	170	Valorisation (recyclage)

Les déchets générés indirectement par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchet	Code déchet	Nature du déchet	Quantité maximale sur site (en tonnes)	Origine	Quantité annuelle moyenne produite (en tonnes)	Mode de traitement
Déchet dangereux	13 02 06*	Huiles usagées synthétiques	0,85	Bureaux – Locaux sociaux	1	Valorisation (recyclage)
	13 05 08*	Mélanges de déchets provenant de séparateurs	3	Séparateurs d'hydrocarbures	3	Incinération
Déchet non dangereux	15 01 01	Emballages en papier/carton	0,05	Bureaux – Locaux sociaux	0,5	Valorisation (recyclage)
	15 01 02	Emballages en matières plastiques	0,07	Bureaux – Locaux sociaux	0,1	Valorisation (recyclage)
	20 01 99	Résidus alimentaires et déchets assimilables aux ordures ménagères	0,25	Bureaux – Locaux sociaux	1	Valorisation (incinération)

Remarque⁽¹⁾ : l'astérisque signifie que le déchet est dangereux.

Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière de traitement, etc.) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

Seuls les déchets dont les codes associés sont inscrits dans le tableau ci-dessus sont autorisés dans l'établissement.

ARTICLE 6.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

ARTICLE 6.1.9. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS ET VALORISATION DES DÉCHETS D'EMBALLAGES

Lors de la prise en charge des déchets d'emballages d'un tiers un contrat écrit est passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat doit viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement est délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fait avec la signature d'un contrat similaire à celui mentionné ci-dessus. Si le repreneur est l'exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assure qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

Doivent être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle mentionnés aux articles L. 541-44 et L. 541-45 du code de l'environnement :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement) ;
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballages à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination ;
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage ;
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre est porté à la connaissance du Préfet, préalablement à sa réalisation.

TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de telle façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 7.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 7.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 7.2.1. LES ZONES D'ÉMERGENCE

Article 7.2.1.1. Définition des zones d'émergence

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constaté lorsque l'établissement est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt.

Les zones à émergence réglementée sont constituées :

- de l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté préfectoral et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- des zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté préfectoral ;
- de l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté préfectoral dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Article 7.2.1.2. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et Intérieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 7.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite du périmètre des installations exploitées les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveau sonore admissible	Période	
	Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limite du site	70 dB(A)	55 dB(A)

Un plan identifie également les différents points de mesure relatives aux analyses périodiques sur le niveau sonore prévues à l'article 9.2.5.

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 8.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune des parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.1.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 8.1.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs sont conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

ARTICLE 8.1.4. ÉTUDE DE DANGER

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 8.2.1. COMPORTEMENT AU FEU

Les locaux du centre de transit, regroupement et tri de déchets dangereux et de déchets non dangereux, à risque incendie, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe A1 ;
- murs extérieurs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- planchers/sol REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- toitures et couvertures de toiture B_{ROOF} (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).

D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts,
- soit par un mur REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Les portes sont EI 60 (coupe-feu de degré 1 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.2.2. DÉSENFUMAGE

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local, ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cellules.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont entretenus et adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Des aménagements d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

ARTICLE 8.2.3. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 8.2.3.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence de deux accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Une entrée réservée aux sapeurs-pompiers est située au niveau de la cour Nord du site.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 8.2.3.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres ;
- la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;
- la pente inférieure à 15% ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse

sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Article 8.2.3.3. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

A partir de chaque voie "engins" est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

ARTICLE 8.2.4. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- de deux robinets d'incendie armés ;
- d'un système de surveillance (système de vidéosurveillance de 7 caméras avec dispositif de détection infrarouge couvrant l'ensemble du site) ;
- d'un parc d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, par tranche de 250 m² de superficie à protéger, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'une réserve d'eau enterrée de 120 m³ au minimum, en dehors des flux thermiques générés par le risque à défendre, et d'une aire associée, dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum de 32 m² (8 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur) ;
- d'une réserve incendie de 360 m³ constituée par la réserve sur site évoquée ci-dessus associée à une autorisation et une convention avec les Voies Navigables de France (VNF) permettant l'utilisation du canal de l'Aisne à la Marne comme point d'eau naturel. Ce point d'eau assurera, après épuisement du volume de la réserve incendie, le volume nécessaire pour les besoins d'extinction d'un incendie.
Ce point naturel est aménagé par le signallement au sol de deux aires d'aspiration de 8*4 mètres et par la présence des panneaux « réservés pompiers » le long du canal, en face de l'intersection entre la rue du commandant Barbier et la rue sans nom qui longe le canal.
A défaut d'une telle convention et autorisation, la réserve incendie sur site est de 360 m³.
La constitution de la réserve incendie de 360 m fait l'objet d'une réception par les services d'incendie et de secours.
- d'un point d'aspiration permettant aux engins de lutte contre l'incendie de prélever l'eau dans la réserve incendie. Ce point d'aspiration doit toujours être d'un accès facile et aménagé au plus près de la réserve. La distance maximale entre l'aire de stationnement des engins d'incendie et le point d'aspiration ne doit pas excéder 6 mètres. La hauteur pratique d'aspiration ne doit pas dépasser 5 mètres au-dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80 mètre au-dessous du niveau le plus bas du plan d'eau. Ce point d'aspiration doit être utilisable en tout temps, être accessible à tout moment, et signalé par une pancarte inaltérable et visible. La canalisation permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie a un diamètre nominal de 100 mm. Le piquage devra être équipé d'un demi-raccord symétrique type « DSP » (½ raccord « sapeurs-pompiers »), les tenons devront être positionnés parallèlement au plan de station des engins de lutte contre l'incendie.

L'exploitant est en mesure de justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

Il existe un dispositif permettant de contrôler le niveau d'eau de la réserve incendie. Le volume d'eau (120 m³) de cette réserve est disponible en permanence, la qualité de cette eau doit permettre le pompage de l'intégralité de ce volume. Une pancarte inaltérable signale la fonction de la réserve et le volume dédié à la défense incendie.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement à tout moment de l'année et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 8.3.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

ARTICLE 8.3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les rapports de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et mentionnent très explicitement les éventuelles déficiences relevées.

En cas de non-conformité(s), les travaux doivent être réalisés dans les plus brefs délais. Ces derniers seront inscrits dans un registre où sont mentionnés notamment la date de leur réalisation, le nom de la personne (ou de l'organisme) en charge de ces mises en conformité.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

ARTICLE 8.3.3. TUYAUTERIE

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant conserve une trace écrite des contrôles effectués et des mesures correctives éventuelles réalisées.

ARTICLE 8.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié visuellement chaque année et tous les deux ans par un organisme compétent. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 8.4.1. RÉTENTIONS ET CONFINEMENT

Article 8.4.1.1. Capacité de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Article 8.4.1.2. Étanchéité et résistance aux actions physico-chimique

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Un contrôle périodique de l'étanchéité des rétentions est assuré par l'exploitant.

Les surfaces imperméabilisées et les dispositifs de drainage sont entretenus. L'exploitant planifie les opérations de contrôle et de maintenance en vue de maintenir l'imperméabilisation des surfaces.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Article 8.4.1.3. Gestion des eaux pluviales pour les stockages à l'air libre

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions associées sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Article 8.4.1.4. Sol des aires et des locaux de stockage

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 8.4.1.5. Gestion des eaux susceptibles d'être polluées (dont les éventuelles eaux d'extinction incendie)

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Article 8.4.1.6. Confinement des eaux susceptibles d'être polluées (dont les éventuelles eaux d'extinction incendie)

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées :

- par deux cuves de 50 m³ et de 100 m³ et la rétention du site de 210 m³ dans sa partie Sud,
- par la rétention du site de 682 m³ dans sa partie Nord.

L'exploitant procède aux analyses de ces eaux. En cas de présence de polluant(s), il procède à leur enlèvement et à leur élimination via une filière de traitement appropriée et dûment autorisée conformément à la réglementation en vigueur. Le rapport d'analyse de ces eaux est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux susceptibles d'être polluées ne devront jamais être diluées avec d'autres effluents. Les rejets respectent les valeurs limites définies à l'article 5.3.9.1. du présent arrêté.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 8.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 8.5.2. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation identifiées à l'article 8.1.1 et notamment celles recensées comme locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance :

- d'un "permis d'intervention" (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur), et éventuellement
- d'un "permis de feu" (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière.

Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne associée particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne associée particulière sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 8.5.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs, RIA, exutoires, portes coupe-feu, ...) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

La période de ces vérifications n'excède pas un an.

ARTICLE 8.5.4. SUBSTANCES RADIOACTIVES

Article 8.5.4.1. Equipement de détection

L'établissement est équipé d'au moins un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant.

En l'absence d'un tel dispositif ou d'un dispositif de contrôle équivalent, l'installation ne pourra accepter aucun chargement de déchet entrant ou sortant.

Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à trois fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié selon une périodicité a minima annuelle, suivant un programme de vérification défini par l'exploitant.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

A l'entrée et à la sortie du site, tous les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

Article 8.5.4.2. Présence de déchet radioactif

En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées.

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de 1 $\mu\text{Sv/h}$.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées une procédure de gestion encadrant la présence éventuelle de déchet radioactif et les moyens à mettre en œuvre.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE RÉALISÉ PAR L'EXPLOITANT

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. NORMES EN VIGUEUR

Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés conformément à la normalisation en vigueur, lorsque cette dernière existe.

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

L'installation est munie d'un dispositif de mesure totalisateur de la consommation d'eau. Ce dispositif est relevé mensuellement.

ARTICLE 9.2.3. SURVEILLANCE DES EAUX ET DES EFFLUENTS AQUEUX GÉNÉRÉS

Une mesure de concentration des différents polluants visés à l'article 5.3.9.1 doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement, selon les méthodes de références précisées par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

ARTICLE 9.2.5. SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté (faisant état notamment des divers points de mesures répertoriés), indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. Cette mesure fait état des éventuelles tonalités marquées et de leur durée d'apparition.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2 du présent arrêté, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit chaque mois un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses (imposées au chapitre 9.2 du présent arrêté) du mois précédent.

Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1.2. du présent arrêté, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Sur site, ce rapport est tenu à la disposition permanente de l'inspection des Installations classées.

ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES SUR EFFLUENTS

Les résultats des analyses sont consignés par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.

ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 9.2.5 du présent arrêté sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 TÉLÉDÉCLARATIONS

ARTICLE 9.4.1. ÉMISSIONS ET TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DÉCHETS – GERE

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, l'exploitant effectue sa déclaration pour chaque année, avant le 1er avril de l'année suivante, sur le site de télédéclaration (GEREP) du ministère chargé de l'environnement.

ARTICLE 9.4.2. DONNÉES D'AUTOSURVEILLANCE – GIDAF

L'ensemble des résultats des mesures de qualité des rejets aqueux sont saisis sur le site de télé-déclaration du ministère (GIDAF) dans le mois qui suit la réception des résultats.

CHAPITRE 9.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

ARTICLE 9.5.1. RÉCAPITULATIF DES CONTRÔLES À EFFECTUER

L'exploitant doit réaliser les contrôles périodiques suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
5.3.4.	Installations de traitement des effluents	annuelle
8.2.4.	Le niveau d'eau de la réserve incendie	mensuelle
8.2.4.	La vérification des moyens de secours	annuelle
8.3.2.	La vérification des installations électriques	annuelle
8.3.4.	Les installations contre le risque "foudre"	annuelle (par visuel) bisannuelle (par organisme)
9.2.2.	La consommation d'eau	mensuelle
9.2.3.	Les rejets aqueux	annuelle
9.2.5.	Les niveaux sonores	- dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté - trisannuelle

ARTICLE 9.5.2. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Articles	Documents à transmettre	Périodicité / échéances
Erreur : source de la référence non trouvée.	Attestation de constitution de garanties financières	Au 1 ^{er} janvier 2014, et tous les 5 ans, et à chaque modification impliquant un nouveau calcul du coût de mise en sécurité du site
1.6.6.	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la mise à l'arrêt des installations
2.6	Rapport dans le cas d'accident ou incident survenus du fait du fonctionnement de l'installation, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement	15 jours après l'accident ou l'incident
5.3.9.2.	L'autorisation de raccordement au réseau public d'eau pluviale	A la notification du présent arrêté
8.2.4.	L'autorisation de prélèvement au canal de l'Aisne à la Marne (si le prélèvement est possible)	Un mois après la notification du présent arrêté
8.2.4.	Rapport de réception de la réserve incendie de 360m ³	3 mois après la notification du présent arrêté et à chaque modification de la constitution de la réserve incendie

ARTICLE 9.5.3. RÉCAPITULATIF DES DONNÉES À TÉLÉ-DÉCLARER

Articles	Données à télé-déclarer	Périodicité / échéances
9.4.1.	Autosurveillance -- Eau (GIDAF)	Annuelle
9.4.2.	Déchets -- Emissions polluantes (GEREP)	Annuelle

ARTICLE 9.5.4. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TENIR À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Article	Documents
2.1.2.	Les consignes d'exploitation
2.1.4.	Le programme personnalisé de formation de chaque agent
2.2.2.	Le suivi de la consommation électrique
2.3.2. 8.1.2.	Les fiches de données de sécurité des produits
2.3.3. 8.1.2.	L'état des stocks des matières dangereuses
2.7.	Le dossier « installation classée »
3.1.4.	Les registres des déchets
3.1.6.	Les autorisations (entreprises de transport, véhicules, installations de destination) d'enlèvement des déchets
3.4.2.	Les documents de connaissance sur les DEEE
3.5.3.	Bilan de consommation fioul
5.2.2.	Le schéma des réseaux et le plan des égouts, tenus à jour
5.3.4.	Le registre d'entretien des installations de traitement des eaux polluées
5.3.8.	L'autorisation et la convention en vigueur de rejet dans le réseau communal d'eaux pluviales.
5.3.9.2.	La convention et l'autorisation de rejet des eaux de ruissellement
6.1.7.	Le registre des déchets dangereux produits
6.1.9.	Les documents relatifs à l'agrément des installations et valorisation des déchets d'emballage
8.1.1	Le plan général indiquant les risques
8.2.1	Justificatifs des propriétés de résistance au feu
8.2.4.	L'autorisation et la convention des Voies Navigables de France
8.3.2.	Le registre « Installations électriques »
8.3.3.	Le cahier de maintenance « tuyauteries »
8.4.1.6.	Les résultats d'analyse des eaux confinées (au besoin)
8.5.3.	Le registre de maintenance et vérification périodique des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie
8.5.4.1.	Le mémoire de traçabilité des portiques de détection de la radioactivité
8.5.4.2.	La procédure de gestion de déchet radioactif
9.1.1.	Le programme d'autosurveillance et sa mise en oeuvre
9.2.5.	La surveillance des niveaux sonores
9.3.2.	Le rapport de synthèse autosurveillance
9.4.2.	Le rapport annuel d'autosurveillance

TITRE 10 - RECOURS

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de l'affichage de la décision.

TITRE 11 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 12 - NOTIFICATION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'à Madame le maire de REIMS qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la Société GIRON Père et Fils, dont le siège social est situé 8, rue du Commandant Barbier à REIMS (51 100).

Madame le maire de REIMS procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, elle dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Fait à Châlons-en-Champagne, le

29 OCT. 2013

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,



Francis SOUTRIC

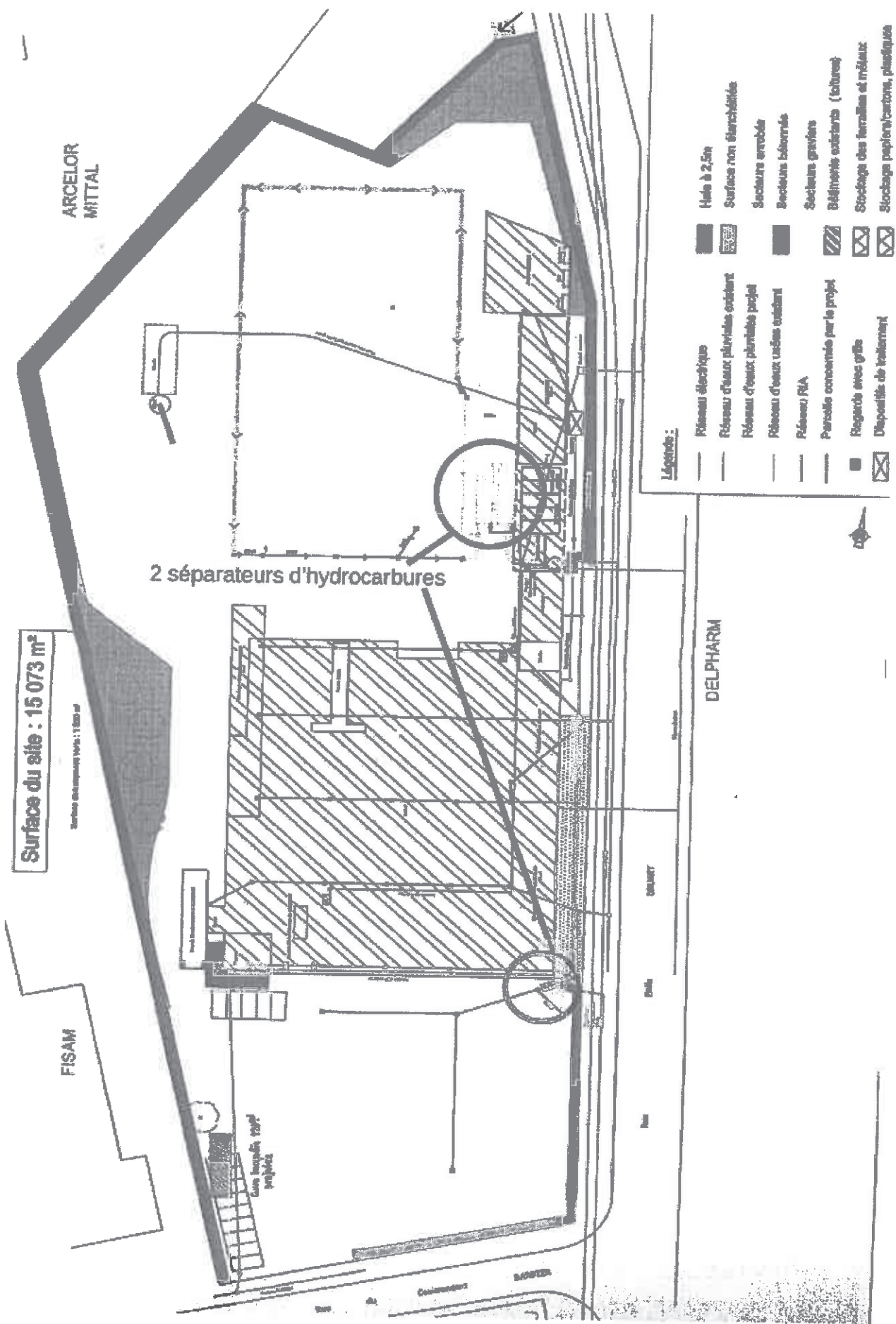
ANNEXE

Les annexes de ce présent arrêté comprennent :

- ANNEXE 1 : le plan de situation de l'établissement et de localisation des points de rejets des émissions aqueuses
- ANNEXE 2 : le plan de localisation des points de mesures relatifs aux analyses des nuisances sonores

ANNEXE 2 :

Le plan de localisation des points de rejets des émissions aqueuses



Légende :

- | | | | |
|--|----------------------------------|--|-------------------------------------|
| | Réseau électrique | | Halle à 2,5m |
| | Réseau d'eau pluviales existant | | Surface non étanchéisée |
| | Réseau d'eau pluviales projet | | Secteurs enrobés |
| | Réseau d'eau usées existant | | Secteurs bitumés |
| | Réseau R/A | | Secteurs graviers |
| | Parcelle concernée par le projet | | Bâtiments existants (toitures) |
| | Régénératrice avec grille | | Stockage des ferrailles et métaux |
| | Dispositifs de traitement | | Stockage papier/cartons, plastiques |

ANNEXE 2 :

Le plan de localisation des points de mesures relatifs aux analyses des nuisances sonores

LOCALISATION DES POINTS DE MESURE

